

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Le château de cartes tarifaire de Trump commence déjà à s'écrouler

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège

Après la rhétorique intransigeante et les annonces de tarifs douaniers généralisés du « jour de la libération », la faiblesse des cartes jouées par le gouvernement américain est en train d'être révélée. Alors que les dirigeants tentent maintenant d'adopter un ton plus conciliant, évoquant d'éventuels accords avec la Chine et d'autres partenaires commerciaux, leurs homologues réagissent avec une retenue marquée. La Chine n'a pas affiché beaucoup plus qu'une vague volonté d'entamer des discussions. Le commentaire du secrétaire au Trésor américain, M. Bessent, selon lequel la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis était « intenable », est révélateur : il reflète une posture non pas de force, mais plutôt de gestion des dommages, l'administration étant de plus en plus nerveuse devant la volatilité des marchés financiers déclenchée par ses propres politiques. Regardons de plus près comment cette expérience de guerre commerciale des États-Unis contre la Chine se retourne contre eux.

Premièrement, les conséquences les plus directes et visibles de ce conflit sur l'économie se manifesteront par le biais de l'inflation. La hausse des droits de douane sur les produits chinois érodera le revenu disponible réel et le pouvoir d'achat des ménages américains. La Chine représente la plus grande source de contenu étranger dans les dépenses de consommation personnelle aux États-Unis, ce qui rend les consommateurs américains vulnérables, en particulier ceux à faible revenu. Selon les estimations de la Tax Foundation, qui tiennent compte des exemptions sur les produits électroniques accordées par le président Trump, le coût direct annuel de ces tarifs s'établira tout juste au-dessus de 1 200 \$ US par ménage.

Les effets sur les biens de consommation durables devraient se faire sentir rapidement – les dirigeants de Walmart et de Target ont averti le président Trump qu'il y aurait des étagères vides d'ici quelques semaines –, mais les pressions inflationnistes s'étendent aussi aux intrants des entreprises, ce qui pourrait se refléter plus tard dans les prix à la consommation. Les coûts de la machinerie, des matériaux de construction et du matériel industriel devraient grimper, posant des risques pour les plans de dépenses en immobilisations et les marges des entreprises.

Tout cela s'ajoute à d'autres mesures de répression commerciale, telles que les droits de douane de 3 521 % annoncés cette semaine par les États-Unis sur les panneaux solaires importés des pays d'Asie du Sud-Est, considérés comme des centres de transbordement pour les producteurs chinois cherchant à contourner les restrictions commerciales. L'augmentation soudaine des coûts qui en résultera risque de retarder les projets d'énergie solaire et de saper l'élan d'investissement donné par l'*Inflation Reduction Act*. Ce secteur pourrait avoir moins de chance que celui de l'automobile, pour lequel l'administration a annoncé cette semaine un retrait des droits de douane sur les pièces importées de Chine.

Deuxièmement, les barrières tarifaires avec la Chine, au lieu de favoriser un retour de la production aux États-Unis, risquent plutôt d'encourager les méthodes de contournement. C'est en partie pourquoi les tarifs douaniers sont l'un des rares dossiers sur lesquels les économistes de tous les horizons s'entendent. Lorsque les États-Unis ont imposé des tarifs dans le passé, les

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	4	Indicateurs économiques.....	6
-------------------------------	---	--------------------	---	------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
 Benoît P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
 Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
 Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste • Oskar Stone, analyste
 LJ Valencia, analyste économique

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2025, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

exportations en provenance de pays servant d'intermédiaires pour les marchandises chinoises, comme le Vietnam et le Mexique, ont fortement augmenté. Les stratagèmes de fraude à la douane, de transbordement et de sous-facturation sont devenus assez courants pour que les autorités douanières des États-Unis soient forcées d'intensifier leurs contrôles.

Le risque plus large est que les entreprises commencent à affecter des ressources non pas en fonction de la productivité, mais en fonction de stratégies d'évitement tarifaire. Il en résulterait une hausse des coûts, une fragmentation des chaînes d'approvisionnement et une allocation inefficace des ressources qui nuiraient à la productivité à long terme. Cette situation ouvre également la porte à des pratiques commerciales illicites et mine la confiance dans les règles commerciales – surtout lorsque ces règles sont appliquées de façon quasi arbitraire, comme on l'a vu avec les annonces du 2 avril. Cela représente un fardeau de conformité croissant pour les entreprises et les organismes de réglementation, qui ne fait qu'aggraver les inefficiences tout en produisant peu d'avantages.

Troisièmement, les tarifs douaniers chinois et américains pourraient entraîner une nouvelle vague de perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. En effet, la Chine n'est pas seulement un important exportateur de produits finis, mais aussi un fournisseur essentiel d'intrants intermédiaires et de matières premières. Les membranes de toiture, dont la production est concentrée dans un petit nombre d'usines chinoises, sont un bon exemple. Les confinements ayant touché ces usines lors de la pandémie ont entraîné des retards importants et des dépassements de coûts dans les projets de construction. Dans le contexte de quasi-embargo apparent sur les importations chinoises, de nombreux autres points de tension de ce type pourraient apparaître.

Les produits pharmaceutiques sont aussi un sujet de préoccupation : la Chine fournit environ 40 % des ingrédients pharmaceutiques actifs utilisés aux États-Unis. Parmi les autres vulnérabilités figurent les batteries de véhicules électriques, les terres rares importantes pour la défense – dont la Chine contrôle environ 70 % de la production mondiale – et les composants de précision dans l'industrie manufacturière de pointe. Ces dépendances sont difficiles à défaire à court terme et pourraient entraîner des goulots d'étranglement importants dans la production.

Quatrièmement, la Chine dispose d'un important levier économique qu'elle déploie activement en représailles. Lors de précédents conflits commerciaux, le gouvernement chinois a ciblé des exportations américaines politiquement sensibles, telles que le soja et le porc, touchant ainsi des États agricoles où les difficultés économiques se traduisent rapidement par des pressions politiques. Cette fois-ci, la réponse est plus stratégique et plus large, et inclut une suspension des livraisons de jets

Boeing et une réduction marquée des importations de pétrole brut et de gaz naturel liquéfié en provenance des États-Unis.

D'autres mesures non tarifaires – retards dans l'octroi de licences d'exportation, enquêtes de cybersécurité, boycottages de consommateurs – peuvent également nuire tout autant que les droits de douane. Pour les multinationales américaines fortement liées au marché chinois, que ce soit par leurs revenus ou leur chaîne d'approvisionnement, le coût de ces représailles (et celles d'autres partenaires) s'accumulera rapidement. Selon la US International Trade Administration, les exportations ont soutenu plus de 10 000 000 d'emplois américains en 2022, dont la moitié dans le secteur manufacturier. Ce qu'il faut retenir, c'est que la guerre commerciale déclenchée par les États-Unis sape la relance industrielle que l'administration Trump est si impatiente de réaliser.

Cinquièmement, si le conflit entre les États-Unis et la Chine est bilatéral, ses conséquences économiques, elles, sont mondiales. Selon les premières estimations, l'incidence potentielle sur le PIB mondial pourrait être de l'ordre de 1 500 G\$ US à 2 000 G\$ US. Les produits de base reflètent déjà ce stress, des baromètres habituels comme le pétrole et le cuivre étant sous tension ce mois-ci. Mais ce qui est encore plus préoccupant, c'est l'atteinte portée à la réputation des États-Unis en tant que refuge. Les taux obligataires ont grimpé pendant que le dollar américain subissait des pressions à la baisse – une combinaison plus fréquemment associée à des pays aux prises avec des problèmes de balance des paiements.

Bien que la Chine se soit jusqu'à présent abstenue d'utiliser directement sa position de deuxième détenteur étranger de titres du Trésor américain, la simple possibilité qu'elle puisse déplacer ses réserves place les investisseurs sur le qui-vive. Une telle décision, aussi subtile soit-elle, pourrait ébranler les fondements mêmes du système financier mondial, où les bons du Trésor constituent l'actif sans risque de référence.

Cela dit, le gouvernement chinois n'envisagera probablement cette option qu'en dernier recours. Il a tout intérêt à éviter les actions qui nuiraient à ses propres avoirs ou entraîneraient une contagion financière imprévue. Pour l'instant, il pourrait préférer des interventions plus ciblées et moins néfastes sur le plan intérieur, tout en laissant les dommages économiques des tarifs effectuer le travail.

Tout cela place cependant la Réserve fédérale (Fed) dans une situation extrêmement précaire. Déjà prise en étau entre un choc inflationniste de l'offre et un affaiblissement de la croissance, elle pourrait se voir contrainte de réagir à la volatilité du marché des bons du Trésor sans avoir l'air de compromettre son indépendance, et sans créer un aléa moral en donnant à l'administration le sentiment qu'elle peut compter sur la Fed pour corriger ses erreurs. En soi, la recherche de cet équilibre est déjà éprouvante. Mais la Fed doit en plus jongler avec la pression

supplémentaire d'un président qui, en campagne électorale, a ouvertement affirmé que la Maison-Blanche devrait avoir son mot à dire dans les décisions de politique monétaire, et qui semble maintenant chercher les moyens de faire de cette idée une réalité.

Parlant de campagne électorale, nous vous présenterons mardi prochain notre analyse du résultat de l'élection de lundi, et nous publierons un aperçu plus complet de notre analyse prébudgétaire le mois prochain. Après une période dysfonctionnelle sans parlement actif et ayant vu défiler trois ministres des Finances en quatre mois, une certaine stabilité sera la bienvenue. L'attention va maintenant se tourner vers le budget, très attendu – et qui, contrairement aux plateformes chiffrées publiées cette semaine, devra intégrer des hypothèses économiques plus prudentes.

Nos dernières [prévisions](#), publiées ce matin, se situent pile entre les deux scénarios de la Banque du Canada présentés la semaine dernière. Bien que l'incidence directe des tarifs douaniers sur le Canada soit moindre qu'appréhendé il y a un mois, nous nous attendons à ce que l'économie canadienne soit freinée par la détérioration générale en cours au sud de la frontière. Lorsque le château de cartes du voisin s'effondre, la poussière ne retombe pas que dans sa cour.

À surveiller

MARDI 29 avril - 9:00

Février	a/a
Consensus	nd
Desjardins	4,70 %
Janvier	4,67 %

MARDI 29 avril - 10:00

Avril	
Consensus	87,0
Desjardins	88,0
Mars	92,9

MERCREDI 30 avril - 8:30

T1 2025 - 1^{re} est.	taux ann.
Consensus	0,3 %
Desjardins	0,2 %
T4 2024	2,4 %

JEUDI 1^{er} mai - 10:00

Avril	
Consensus	48,0
Desjardins	46,5
Mars	49,0

ÉTATS-UNIS

Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons existantes (février) – L'indice S&P/Case-Shiller pour les 20 principales villes a enregistré des croissances mensuelles de 0,5 % au cours des trois derniers mois de publication. On s'attend à un gain à peine plus faible pour le mois de février, soit 0,4 %. Cela garderait pratiquement constante la variation annuelle de l'indice, aux alentours de 4,7 %. Les prix des maisons existantes pourraient profiter de la politique tarifaire de l'administration Trump alors que la demande sur le marché de la revente risque tôt ou tard d'augmenter en réaction aux coûts plus élevés de construction sur le marché des maisons neuves. Cela dit, si la situation économique se détériore vraiment, il pourrait aussi y avoir une accalmie au cours de l'année.

Indice de confiance des consommateurs du Conference Board (avril) – La confiance est décidément en baisse aux États-Unis depuis la fin de l'année dernière. L'indice du Conference Board a perdu près de 20 points, soit 17,6 % de sa valeur, entre le sommet de novembre et mars dernier. Une autre contraction est prévue pour le mois d'avril. Tous les autres indices de confiance des ménages se sont détériorés au cours du mois, que ce soit l'Université du Michigan, l'indice TIPP ou d'autres enquêtes, comme celle de Gallup. Malgré quelques séances à forte hausse, le marché boursier affiche tout de même une baisse depuis un mois. Les taux d'intérêt hypothécaires ont augmenté, mais les prix de l'essence sont plutôt stables et les demandes d'assurance-chômage restent basses. Il sera d'ailleurs intéressant de surveiller les attentes des consommateurs face à l'inflation et au marché du travail. Somme toute, on prévoit que l'indice de confiance du Conference Board diminuera sous 90.

PIB réel (T1 – première estimation) – Il y a beaucoup d'incertitude sur ce qu'affichera la croissance trimestrielle annualisée du PIB réel au premier trimestre. C'est que les données mensuelles publiées jusqu'à maintenant montrent surtout un bond extrêmement élevé des importations réelles et il n'est pas clair comment cela se manifestera vraiment dans les comptes nationaux. En fait, les estimations courantes de la croissance du PIB réel (*nowcasts*) par différentes Fed régionales vont de -2,5 % à +2,8 %. De notre côté, pour refléter la hausse des importations, nous nous attendons à une augmentation de la variation des stocks ainsi qu'à une meilleure performance de l'investissement des entreprises et des exportations. Toutefois, on prévoit un ralentissement de la croissance annualisée de la consommation réelle, qui devrait s'approcher de 1 % après un gain de 4,0 % à l'automne 2024. Somme toute, nous nous attendons à une variation trimestrielle annualisée de 0,2 % du PIB réel au premier trimestre. Ce serait la moins bonne performance de l'économie américaine depuis l'hiver 2022.

Indice ISM manufacturier (avril) – L'ISM manufacturier a repassé la barre de 50 pour tomber en mars à son plus bas niveau depuis novembre. La chute de 1,3 point qui a amené l'indice à 49,0 est aussi la plus importante depuis juillet 2024. En dehors de ce mouvement, on remarque surtout le ton inquiet des différents commentaires des fabricants répertoriés dans le communiqué de l'ISM. On s'attend à une autre baisse pour le mois d'avril. La mise en place (et le retrait partiel) des tarifs de réciprocité au début du mois et, surtout, l'escalade de la guerre commerciale avec la Chine ne sont rien pour rassurer les fabricants. D'ailleurs, les indices régionaux publiés jusqu'à maintenant pointent vers une nouvelle diminution de l'indice ISM manufacturier. Celui-ci pourrait tomber à 46,5. Il sera à nouveau intéressant de bien surveiller les composantes liées aux nouvelles commandes, aux commandes à l'exportation et à l'importation ainsi que l'évolution de la composante associée aux prix payés.

VENDREDI 2 mai - 8:30

Avril	
Consensus	125 000
Desjardins	140 000
Mars	228 000

MERCREDI 30 avril - 8:30

Février	m/m
Consensus	nd
Desjardins	0,1 %
Janvier	0,4 %

MARDI 29 avril - 21:30

Avril	
Consensus	nd
Mars	51,4

MERCREDI 30 avril - 5:00

T1 2025	t/t
Consensus	0,2 %
T4 2024	0,2 %

VENDREDI 2 mai - 5:00

Avril	a/a
Consensus	2,1 %
Mars	2,2 %

Création d'emplois non agricoles (avril) – Les embauches ont surpris à la hausse en mars avec un gain de 228 000 emplois, largement au-dessus des attentes. On s'attend toutefois à une baisse de cadence pour le mois d'avril. La hausse des inquiétudes économiques émanant de la guerre commerciale a sans doute refroidi l'ardeur des entreprises à embaucher. Cela dit, la situation ne devrait pas être trop mauvaise. On remarque d'ailleurs que les demandes d'assurance-chômage sont restées basses et ont même diminué entre la mi-mars et la mi-avril. L'effet réel des différentes coupes au sein du gouvernement fédéral reste à déterminer. Somme toute, on s'attend à ce que la création nette d'emplois atteigne 140 000. Le taux de chômage devrait demeurer à 4,2 %.

CANADA

PIB réel par industrie (février) – Nous prévoyons une croissance mensuelle du PIB réel par industrie de 0,1 % en février, un chiffre conforme au résultat provisoire de Statistique Canada. La faiblesse du transport, du commerce de détail et des services immobiliers devrait avoir exercé une pression à la baisse sur la croissance. L'*Enquête sur la population active* de février a montré des signes avant-coureurs de faiblesse, ce qui ajoute un vent contraire. En revanche, nous prévoyons que la vigueur de secteurs tels que l'extraction des ressources et le commerce de gros offrira un certain contreponds. En ce qui concerne les données du PIB réel de mars 2025, nous prévoyons que le résultat provisoire de Statistique Canada montrera un déclin mensuel de 0,1 %.

OUTRE-MER

Chine : Indice PMI composite (avril) – L'indice PMI composite chinois a eu une croissance plus prononcée que prévu en mars et s'est établi à 51,4. Cela semble attribuable à un devancement de l'activité économique, tel qu'illustré par le gain de 0,4 point de l'indice manufacturier des exportations, afin de battre la montée fulgurante des tarifs douaniers entre les États-Unis et la Chine. Même si le mois d'avril pourrait aussi profiter de ce même effet haussier, quoique dans une moindre mesure, les niveaux actuels des tarifs douaniers entre les deux plus importantes économies équivalent à un embargo commercial. Nous nous attendons donc à une modération des gains de l'indice PMI composite, voire une décroissance, dans les prochains mois. De premiers signes avant-coureurs de ce revirement de tendance sont déjà visibles avec la baisse de l'indice PMI manufacturier des importations (-2,0), de celui des carnets de commandes (-0,4) ainsi que de celui des anticipations d'activité (-0,7).

Zone euro : PIB réel (T1 – préliminaire) – Une croissance assez semblable au gain de 0,2 % enregistré au dernier trimestre de 2024 est prévue pour le premier trimestre de cette année. Le devancement de certaines activités en prévision des hausses de tarifs douaniers de la part des États-Unis a pu contribuer à la croissance de l'activité économique. On remarque d'ailleurs que l'indice PMI composite eurolandais s'est légèrement amélioré au premier trimestre (avant de diminuer en avril) et que les ventes au détail ainsi que la production industrielle ont progressé. La semaine dernière, les dirigeants de la Banque centrale européenne (BCE) estimaient aussi que l'économie avait crû au premier trimestre.

Zone euro : Indice des prix à la consommation (avril – préliminaire) – L'inflation totale a à nouveau ralenti en mars en zone euro. La variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est passée de 2,5 % en janvier à 2,3 % en février, puis à 2,2 % en mars. C'est le plus bas taux depuis octobre. Une baisse des prix de l'énergie a aidé au recul, mais on remarque aussi un ralentissement de la croissance annuelle de l'inflation de base. Une poursuite de la désinflation en avril aiderait la BCE à poursuivre son assouplissement monétaire.

Indicateurs économiques

Semaine du 28 avril au 2 mai 2025

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 28	---	---				
MARDI 29	8:30	Balance commerciale de biens – préliminaire (G\$ US)	Mars	-145,0	-125,0	-147,9
	8:30	Stocks des détaillants (m/m)	Mars	nd	nd	0,1 %
	8:30	Stocks des grossistes – préliminaire (m/m)	Mars	0,8 %	nd	0,3 %
	9:00	Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons (a/a)	Févr.	nd	4,70 %	4,67 %
	10:00	Confiance des consommateurs	Avril	87,0	88,0	92,9
MERCREDI 30	8:30	Indice du coût de l'emploi (t/t)	T1	0,9 %	0,9 %	0,9 %
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T1p	0,3 %	0,2 %	2,4 %
	9:45	Indice PMI de Chicago	Avril	45,8	46,0	47,6
	10:00	Revenu personnel (m/m)	Mars	0,4 %	0,4 %	0,8 %
	10:00	Dépenses de consommation (m/m)	Mars	0,6 %	0,5 %	0,4 %
	10:00	Déflateur des dépenses de consommation				
		Total (m/m)	Mars	0,0 %	0,0 %	0,3 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Mars	0,1 %	0,1 %	0,4 %
		Total (a/a)	Mars	2,2 %	2,2 %	2,5 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Mars	2,6 %	2,5 %	2,8 %
	10:00	Ventes en suspens de maisons existantes (m/m)	Mars	-0,3 %	nd	2,0 %
JEUDI 1	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	21-25 avril	220 000	228 000	222 000
	10:00	Dépenses de construction (m/m)	Mars	0,3 %	-0,2 %	0,7 %
	10:00	Indice ISM manufacturier	Avril	48,0	46,5	49,0
	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)	Avril	16 950 000	17 650 000	17 770 000
VENDREDI 2	8:30	Création d'emplois non agricoles	Avril	125 000	140 000	228 000
	8:30	Taux de chômage	Avril	4,2 %	4,2 %	4,2 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Avril	34,2	34,2	34,2
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Avril	0,3 %	0,3 %	0,3 %
	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Mars	4,4 %	4,8 %	0,6 %

CANADA

LUNDI 28	---	Élections fédérales				
MARDI 29	---	---				
MERCREDI 30	8:30	PIB réel par industrie (m/m)	Févr.	nd	0,1 %	0,4 %
	13:30	Publication du résumé des délibérations du Conseil de direction de la Banque du Canada				
JEUDI 1	---	---				
VENDREDI 2	---	---				

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 28 avril au 2 mai 2025

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
LUNDI 28								
---	---	---						
MARDI 29								
Allemagne	2:00	Confiance des consommateurs	Mai	-25,7		-24,5		
Zone euro	4:00	Masse monétaire M3	Mars		4,0 %		4,0 %	
Italie	4:00	Confiance des consommateurs	Avril	94,1		95,0		
Italie	4:00	Confiance économique	Avril	nd		93,3		
Zone euro	5:00	Confiance des consommateurs – final	Avril	nd		-16,7		
Zone euro	5:00	Confiance des industries	Avril	-10,4		-10,6		
Zone euro	5:00	Confiance des services	Avril	2,0		2,4		
Zone euro	5:00	Confiance économique	Avril	94,5		95,2		
Japon	19:50	Production industrielle – préliminaire	Mars	-0,5 %	0,7 %	2,3 %	0,1 %	
Japon	19:50	Ventes au détail	Mars	-0,8 %	3,6 %	0,4 %	1,3 %	
Chine	21:30	Indice PMI composite	Avril	nd		51,4		
Chine	21:30	Indice PMI manufacturier	Avril	49,8		50,5		
Chine	21:30	Indice PMI non manufacturier	Avril	50,7		50,8		
MERCREDI 30								
Japon	---	Réunion de la Banque du Japon	Avril	0,50 %		0,50 %		
Japon	1:00	Mises en chantier	Mars		1,0 %		2,4 %	
France	1:30	Dépenses de consommation	Mars	0,0 %	-0,4 %	-0,1 %	0,1 %	
France	1:30	PIB réel – préliminaire	T1	0,1 %	0,7 %	-0,1 %	0,6 %	
Royaume-Uni	2:00	Prix des maisons – Nationwide	Avril	0,0 %	4,2 %	0,0 %	3,9 %	
Allemagne	2:00	Ventes au détail	Avril	-0,5 %	2,4 %	0,3 %	0,1 %	
France	2:45	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Avril	0,4 %	0,7 %	0,2 %	0,8 %	
Allemagne	4:00	PIB réel – préliminaire	T1	0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	
Italie	4:00	PIB réel – préliminaire	T1	0,2 %	0,4 %	0,1 %	0,6 %	
Zone euro	5:00	PIB réel – préliminaire	T1	0,2 %	1,1 %	0,2 %	1,2 %	
Italie	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Avril	0,2 %	2,0 %	0,3 %	1,9 %	
Allemagne	8:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Avril	0,4 %	2,0 %	0,3 %	2,2 %	
JEUDI 1								
Japon	1:00	Confiance des consommateurs	Avril	33,9		34,1		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – final	Avril	44,0		44,0		
Japon	19:30	Taux de chômage	Mars	2,4 %		2,4 %		
VENDREDI 2								
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Avril	47,0		46,6		
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Avril	48,2		48,2		
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Avril	48,0		48,0		
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Avril	48,7		48,7		
Italie	4:00	Taux de chômage	Mars	6,0 %		5,9 %		
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Avril	0,5 %	2,1 %	0,6 %	2,2 %	
Zone euro	5:00	Taux de chômage	Mars	6,1 %		6,1 %		

NOTE : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).